

Curriculum vitae

janv. 2022

Nom : ROUX

Prénom : Christophe

Adresse électronique : christophe.roux@univ-lyon3.fr



FONCTIONS

- Professeur agrégé de droit public à l'Université Jean Moulin - Lyon 3 (Faculté de droit).
- Directeur de l'Équipe de droit public de Lyon (E.D.P.L. – EA 666) – depuis sept. 2020.
- Co-directeur (Lyon 3) du Master 2 « Contrats publics », co-accrédité (Lyon 3, Lyon 2, Saint-Étienne).
- Membre du comité de lecture de la revue *Droit administratif* (LexisNexis)
- Membre du comité de rédaction de la revue *Droit de la voirie - La revue des propriétés publiques*

FORMATION

a. Titres et concours universitaires

- 2016 : Admis au Premier concours national d'agrégation de droit public (10^e).
- 2007-2013 :
 - Doctorat en droit public.
 - *Propriété publique et droit de l'Union européenne*
 - Thèse soutenue le 11 décembre 2013 à l'Université Lyon 3, sous la direction du Pr. Sylvie Caudal (Lyon 3), devant un jury composé des Pr. Y. Gaudemet (Paris II - président), Ph. Yolka (Grenoble - rapporteur), G. Eckert (Strasbourg - rapporteur), M. Karpenschif (Lyon 3), C. Chamard-Heim (Lyon 3) et S. Caudal (Lyon 3).
 - Mention très honorable et félicitations du jury à l'unanimité.
 - Prix de thèse Droit-Économie-Gestion de l'Université Jean Moulin - Lyon 3 (2014).
 - Chron. N. Foulquier, *RFDA*, 2016-1, p. 192.
- 2006-2007 : M2 Recherche « Droit public fondamental » (Université Lyon 3), mention bien, major.
- 2002-2006 : DEUG de droit, Licence droit public, M1 Droit public (Université Lyon 3).

b. Cours universitaire

- 2019 - (...): Professeur de droit public à l'Université Jean Moulin - Lyon 3.
- 2016 - 2019 : Professeur de droit public à l'Université Lumière - Lyon 2 (Faculté de droit).
 - Chargé d'enseignements à l'Université Jean Moulin - Lyon 3.
- 2014-2018 : Chargé d'enseignements à l'Institut d'études politiques (I.E.P.) de Grenoble.

- 2014-2016 : • Maître de conférences en droit public à l'Université Jean Moulin - Lyon 3.
- 2007-2012 : • Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (Université Lyon 3).
 - Allocataire de recherche (Université Lyon 3).

TRAVAUX

a. Ouvrages

- 3- **Droit administratif des biens**, Dalloz, Mémentos LMD, 1^{re} éd., 2019 ; 2^e éd., oct. 2021.
- 2- **L'environnementalisation du droit. Études en l'honneur de Sylvie Caudal (dir.)**, Fondations Varenne, Colloques & essais, 2019.
- 1- **Propriété publique et droit de l'Union européenne**, LGDJ, Bibliothèque de droit public, t. 290, 2015.

b. Chapitres d'ouvrages

En cours de publication :

- 19- **L'exportation de la théorie du bilan**, in M. Boul, J. Bousquet, C. Meurant, M. Moralès et R. Radiguet [dir.], *Les 50 ans de la jurisprudence Ville Nouvelle Est*, IFJD, Colloques & Essais, 2022, à paraître.
- 18- **Propriété et algorithme**, in J. Bousquet, T. Carrère et S. Hammoudi [dir.], *L'action publique algorithmique. Risques et perspectives*, 2021, à paraître
- 17- **Le droit de la rue. Une lecture au travers de *Tintin***, in J. Heymann [dir.], *Tintin et le droit*, mai 2019, à paraître.

Publiés :

- 16- **Les manuels de droit administratif**, in J. Caillosse et K.-H. Voizard [dir.], *Le droit administratif aujourd'hui. Retours sur son enseignement*, Dalloz, Thèmes & Commentaires, 2021, p. 439.
- 15- **Introduction aux arrêts CAA Lyon, 12 juill. 2007, *Ville de Lyon* ; CAA Lyon, 1^{er} juill. 2008, *Cne de Valmeinier* ; CAA Lyon, 18 déc. 2008, *CALB* ; CAA Lyon, 3 oct. 1993, *M. Dupont* ; TA Grenoble, 4 nov. 1992, *Université Pierre Mendès-France***, in C. Meurant, É. Untermaier-Kerléo, Ch. Testard et C. Chamard-Heim [dir.], *Grandes décisions de la jurisprudence administrative lyonnaise*, LexisNexis, 2021, pp. 65, 69, 139 et 247.
- 14- **La motivation des décisions du juge administratif – Présentation générale**, in V. Le Bihan [dir.] *La motivation des décisions de justice*, Colloque Lyon 2, 26 nov. 2019, <https://transversales.org/>, mars 2021.
- 13- **La motivation des décisions du juge administratif – Analyse herméneutique**, in V. Le Bihan [dir.] *La motivation des décisions de justice*, Colloque Lyon 2, 26 nov. 2019, <https://transversales.org/>, mars 2021.
- 12- **Mobilités et environnement**, in L. Janicot [dir.], *Les collectivités territoriales et la protection de l'environnement*, Berger-Levrault, coll. « Au fil du débat », 2021, p. 121.
- 11- **Existe-t-il un domaine privé naturel ?**, in *Mélanges en l'honneur du Professeur Christian Lavielle*, P.U. Toulouse Capitole 1, 2020, p. 585.

- 10 - **Propriété publique immobilière et reconversion du patrimoine monumental**, in M. Le Roux [dir.], *La reconversion du patrimoine public monumental - L'exemple du grand Hotel-Dieu*, Colloque Université Lumière – Lyon 2, 8 mars 2019, L'Harmattan, coll. « Droit du patrimoine culturel et naturel », 2021, p. 51.
- 9- **La prise de position provoquée en droit administratif des biens**, in N. Gabayet et X. Lenou [dir.], *La prise de position provoquée en droit administratif*, Colloque Université de Créteil, 2017, IFJD, 2020, p. 168.
- 8- **Le reflux de la propriété publique**, in O. Debat et S. Saunier [dir.], *L'image des biens publics culturels : regards croisés entre droit public et droit privé*, LexisNexis, 2020, p. 9.
- 7- **La réception de la jurisprudence européenne par le juge administratif**, in H. Surrel et L. Robert [dir.], *Quel avenir pour le système européen de protection des droits de l'Homme ?*, colloque - Lyon 3, 29 mars 2019, Anthémis, coll. « Droit et Justice », 2020, p. 167.
- 6- **La propriété publique à l'épreuve des données publiques**, in *Le droit administratif au défi du numérique*, AFDA, Université de Bordeaux, 14-15 juin 2018, Dalloz, coll. « Thèmes & Commentaires », 2019, pp. 43-64.
- 5- **L'article 28 de la loi du 9 décembre 1905 et les enceintes de justice**, in Rapport du GIP « Laïcité et justice », M. Philip-Gay [dir.], Université Jean Moulin – Lyon 3, mars 2020, p. 213, consultable sur www.gip-recherche-justice.fr/publication/la-laicite-dans-la-justice-2/.
- 3- **Les contours de l'hommage en droit public : essai de définition stipulative**, in Association des doctorants en droit public de l'université de Lyon (ADPL), *L'hommage en droit public*, Mare & Martin, 2019, pp. 43-72.
- 2- **La valorisation par l'occupation privative**, in C. Chamard-Heim et Ph. Yolka (dir.), *Patrimoine(s) et équipements militaires*, Institut universitaire Varenne, coll. « Colloque é essais », 2018, p. 335-355.
- 1- **Le contentieux administratif des titres nobiliaires**, in Ph. Yolka [dir.], *Le nom. Administrations, droit et contentieux administratifs*, Institut Universitaire Varenne, coll. « Colloques & essais », 2015, pp. 195-221.
- 1- **La motivation en droit des contrats administratifs**, in S. Caudal [dir.], *La motivation en droit public*, Dalloz, Thèmes & Commentaires, 2013, pp. 123-145.

c. Articles

En cours de publication :

- 39- **Introduction (sur)plombante au cinquantenaire de la décision *Liberté d'association***, in Ph. Blachère et M. Philip-Gay (dir.), *Le 50^e anniversaire de la décision Liberté d'association : RFDC*, 2021, en cours de publication.
- 38- **Voir Venise...**, *Dr. adm.*, 2022, n° 2, Focus, alerte ?.

Publiés :

- 37- **La régularisation de l'implantation irrégulière**, in P. Caille et P. Levallois [dir.], *Les ajustements contemporains de l'ouvrage public*, Actes du colloque du 14 octobre 2021, Université Metz-Lorraine : *JCP A*, 2021, n° 2377.
- 36- **Les risques de la discussion (1)**, in F. Lichère (dir.), *La discussion dans les contrats publics*, Actes du colloque du 20 sept. 2021 de la Chaire des contrats publics, Université Lyon 3, *JCP A*, 2021, n° 2342.

- 35- **Propriété publique, transparence et démocratie administratives** : *Dr. adm.*, 2021, n° 11, Focus, alerte 149.
- 34- **Théorie du bilan : 50 ans à l'est d'Eden**, *Dr. adm.*, 2021, n° 7, Focus, alerte 97.
- 33- **Les moyens dont dispose l'Administration : ébauche et débauche d'un assouplissant**, *Dr. adm.*, 2021, n° 4, Focus, alerte 44.
- 32- **Noces de cire : les (quatre) premiers feux de la mise en concurrence des titres domaniaux**, *Contrats-Marchés publ.*, 2021, étude n° 2.
- 31- **Deaccessioning**, *Dr. adm.*, 2021, n° 1, Focus, alerte 1.
- 30- **Gestion domaniale et déontologie**, *JCP A*, 2020, n° 2306.
- 29- **Le plan B.**, *Dr. adm.*, 2020, n° 10, Focus, alerte 124.
- 28- **Le(s) in house, au-delà de la commande publique**, *JCP A*, 2020, n° 2022.
- 27- **Le masque et la plume**, *Dr. adm.*, 2020, n° 6, Focus, alerte 79.
- 26- **La loi MOP, quel avenir ?**, in AFDA - Université d'Orléans, colloque du 3 décembre 2019, *La loi MOP, Contrats-Marchés publ.*, 2020, n° 5, Dossier n° 1, article 9.
- 25- **Prisons françaises et CEDH : les référés placés « en préventive »**, *Dr. adm.*, 2020, n° 3, Focus, alerte 61.
- 24- **L'arbitrage fiscal vu par le droit public**, in L. Stankiewicz (dir.), *Le renouveau des modes de règlement des différends en droit fiscal international*, compte-rendu de colloque, *Revue Fiscalité internationale*, 2020, n° 1, art. 10.3.
- 23- **Principe de gratuité : des enseignements supérieurs ?**, *Dr. adm.*, 2019, n° 12, Focus, alerte 159.
- 22- **Que reste-t-il de la jurisprudence *Doublet* ?**, *Dr. adm.*, 2019, n° 8-9, Focus, alerte 114.
- 21- **Le juge administratif (contrôle du but, de proportionnalité, des obligations positives)** in V. Le Bihan (dir.) *La garantie des droits et libertés : quelles techniques de contrôle par le juge ?*, Colloque Lyon 2, 7 déc. 2018, publié sur <https://transversales.org/>.
- 20- **L'occupation privative du domaine public en roue libre (à propos du *free-floating*)**, *Dr. adm.*, 2019, n° 5, Focus, alerte 63.
- 19 - **Propriétés publiques et Loi ELAN : un léger vent de libération**, *Droit Voirie*, mars-avril 2019, n° 207, p. 50.
- 18- **Les nouvelles « tables » du service public - À propos des cantines scolaires**, *Dr. adm.*, 2019, n° 2, Focus, alerte 17.
- 16- **Citoyens, au rapport ! (à propos de l'étude annuelle du Conseil d'État)**, *Dr. adm.*, 2018, n° 11, Focus, alerte 126.
- 16- **Le juge administratif et le droit au respect de la vie privée. Présentation générale**, in V. Le Bihan (dir.), *Vie privée. Quelle protection par le juge ?*, Colloque Lyon 2, 24 nov. 2017, publié sur <https://transversales.org/>.

- 15- **La gestion et la valorisation de la propriété publique : les défis du droit de l'Union européenne**, in J. Miranda (dir.), *Gestão e rentabilização de bens públicos*, Université de Lisbonne, CJP/CIDP, 14-15 décembre 2017, *Revista Eletrónica de Direito Público*, <http://www.e-publica.pt>, janv. 2018.
- 14- **EuropaCity (ou le nouveau Notre-Dame-des-Landes)**, *Dr. adm.*, 2018, n° 7, Focus, alerte 88.
- 13- **À la recherche de la neutralité commerciale**, *Dr. adm.*, 2018, n° 4, Focus, alerte 45.
- 12- **Le « droit à l'erreur »**, *Dr. adm.*, 2018, n° 1, Focus, alerte 1.
- 11- **Moralisation de la vie politique, morale parlementaire... moralité constitutionnelle**, *Dr. adm.*, 2017, Focus, alerte 126.
- 10- **La dévolution transparente des titres d'occupation du domaine public. Commentaire de l'ordonnance du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques**, *Dr. adm.*, 2017, Étude 10.
- 9- **La circulation des biens publics affermie par ordonnance**, *Dr. adm.*, 2017, Focus, alerte 86.
- 8- **La laïcité « à la carte »**, *Dr. adm.*, 2017, Focus, alerte 51.
- 7- **Loi Sapin II et droit de la commande publique : un pas (déjà) en arrière, un bond (bientôt) en avant ?**, *Dr. adm.*, 2017, Focus, alerte 15.
- 6- **Danthony, cinq ans après**, *Dr. adm.*, 2016, Focus, alerte 138.
- 4- **Gestion des gares ferroviaires et droit de la concurrence**, *Dr. adm.*, 2016, Focus, alerte 110.
- 3- **La garde de l'État sur les œuvres « MNR » : réflexions sur le droit administratif des biens à partir de l'arrêt d'assemblée du 30 juillet 2014**, *JCP A*, 2015, n° 2111.
- 2- **Police du stationnement des taxis : étendue et partage des compétences entre le maire et le président d'EPCI**, *JCP A*, 2014, n° 2277.
- 2- **La « déqualification » des contrats de mobilier urbain : nouveau recul dans l'exigence de publicité et de mise en concurrence des titres d'occupation domaniale**, *RDP*, 2013-6, pp. 1403-1420.
- 1- **La personne publique, candidate à la commande publique**, *AJDA*, 2013, n° 15, pp. 853-856.

d. Encyclopédies

- 2- **Propriété publique et droit de l'Union européenne**, *J.-Cl. Propriétés publiques*, fasc. 7, 16 janv. 2021.
- 1- **Mise en concurrence des titres d'occupation domaniaux**, *J.-Cl. Contrats publics*, fasc. 514, févr. 2021.

e. Tribunes

- 4- **Divers-cités**, *Dr. Voirie*, mai-juin 2021, n° 220, Tribune, p. 89.
- 3- **Entretien : l'État sur le pont ?**, *Dr. Voirie*, janv.-févr. 2021, n° 218, Tribune, p. 1.

- 2- **L'insaisissabilité des biens publics emportée par l'ELAN**, *AJDA*, 2019, Tribune, p. 601.
- 1- **Territoire(s) et souveraineté : la propriété contre-attaque !**, *Dr. Voirie*, oct. 2019, n° 210, Tribune, p. 177.

f. Chroniques

- 5- **Domaine public et privé (janv.-déc. 2021)**, *Dr. Voirie*, 2022, mars-avril, n° , p. .
- 4- **Ouvrages et travaux publics (aout 2020 – juill. 2021)**, *Dr. Voirie*, 2021, sept-oct., n° 222, p. 209.
- 3- **Domaine public et privé (janv.-déc. 2020)**, *Dr. Voirie*, 2021, mars-avril, n° 219, p. 79.
- 2- **Ouvrages et travaux publics (juill. 2019 – juill. 2020)**, *Dr. Voirie*, 2020, sept-oct., n° 216, p. 196.
- 1- **Domaine public et privé (janv.-déc. 2019)**, *Dr. Voirie*, 2020, janv.-févr., n° 212, p. 88.

g. Notes de jurisprudence

- 23- **Cession et bail emphytéotique : choisir (de vendre) n'est pas renoncer (à valoriser)**, note sur CE, 13 sept. 2021, n° 439653, *Cne Dourdan*, *JCP A*, 2021, n° 2315.
- 22- **Occupation domaniale et gestion d'un SPIC : le saut d'obstacles de la compétence juridictionnelle**, note sur TC, 8 juill. 2021, n° C4213, *Epic Pays de Fontainebleau Tourisme c/ Assoc. Sport concept*, *Dr. Voirie*, sept-oct. 2021, n° 222, p. 198.
- 21- **L'intangibilité de l'ouvrage public au ralenti**, note sur CAA Lyon, 11 févr. 2021, n° 20LY00724, *M. A. D. c/ Cne Saint-Jean-le-Vieux*, *Rev. Jurisp. ALYODA*, 2021-3.
- 20- **(B)ail commercial et fonds de commerce sur le domaine public : le juge maintient le cap**, note sur CAA Marseille, 9 avr. 2021, n° 18MA03151, *M. B. D. et CAA Paris*, 9 avr. 2021, n° 20PA01314, *Sté « Le soleil de Crécy »*, *Dr. Voirie*, mai-juin 2021, n° 220, p. 114.
- 19- **La souveraineté du droit nobiliaire : à propos de la transmission des titres de noblesse**, note sur CE, 12 févr. 2021, n° 440401, *M. A. B.*, *AJDA*, 2021, p. 815.
- 18- **Péages autoroutiers : leur montant ne peut intégrer les frais liés à la police de la route**, note sur CJUE, 28 oct. 2020, C-321/19, *BY et CZ c/ Bundesrepublik Deutschland*, *Dr. Voirie*, janv.-févr. 2021, n° 218, p. 28.
- 17- **La théorie de l'acte unilatéral (de droit privé) détachable du contrat (administratif) relatif au domaine privé**, note sur TC, 7 déc. 2020, n° C4197, *M. Aleman et a. c/ Cne de Port-de-Bouc*, *JCP A*, 2021, n° 2011.
- 16- **Manège implanté sur le domaine public et concurrence : la roue ne tourne toujours pas**, note sur CAA Paris, 25 mai 2020, n° 18PA02836, *C. c/ Ville de Paris*, *Dr. Voirie*, juill.-aout 2020, n° 215, p. 170.
- 15- **Casanova, tombeur de l'intérêt lésé ?**, note sur CE, 27 mars 2020, n° 426291, *Dr. Voirie*, mai-juin 2020, n° 214, p. 113.
- 14 - **La mise à l'écart du principe de protection du concessionnaire contre la concurrence par l'autorité concédante**, note sur TA Lyon, 13 juin 2019, n° 1703281, *Sté Rhôneexpress*, *Rev. Jurisp. ALYODA*, 2020-2.

- 13- **Communicabilité des actes de gestion du domaine privé : l'insoutenable pesanteur de l'avoir**, note sur CE, 24 oct. 2019, *Cne Saint-Pierre-du-Perray*, *JCP A*, 2020, n° 2016.
- 12- **Contrats de prestation de sureté sur le domaine public portuaire : les rivages du contrat administratif**, note sur TC, 8 avril 2019, *Grand port maritime du Havre*, *AJDA*, 2019, p. 1706.
- 11- **Aux frontières du (domaine public) réel**, note sur CE, 22 mai 2019, *Assoc. « Les Familles X du Gard... »*, *Dr. Voirie*, juill.-août 2019, n° 209, p. 153.
- 10- **La mise en bière de l'image des biens publics**, note sur CE ass., 13 avr. 2018, *Établissement public du domaine national de Chambord*, *JCP A*, 2018, n° 2156.
- 9- **Le sort des biens construits par le sous-occupant du domaine public à l'expiration de son titre d'occupation**, note sur CAA Marseille, 15 mai 2017, n° 16MA04042, *Société Carilis*, *JCP A*, 2017, n° 2182.
- 8- **La prise en charge de l'entretien du domaine public par les « occupants » : une réincarnation de la « taxe-trottoir » ?**, note sur CAA Versailles, 7 juill. 2016, n° 15VE01687, *JCP A*, 2016, n° 2259.
- 7- **Sous-concession domaniale et contrat administratif : réflexion sur les déboires d'un (autre) couple célèbre**, note sur CE, 12 nov. 2015, *Sté Le Jardin d'acclimatation*, *AJDA*, 2016, p. 908.
- 5- **Jurisprudence Tarn-et-Garonne et conventions d'occupation domaniale : la restriction se cachera-t-elle dans les détails ?**, note sur CE, 2 déc. 2015, *Ecole centrale de Lyon*, *AJDA*, 2016, p. 736.
- 4- **Appréciation d'offres en concurrence et pouvoir d'instruction du juge**, note sur CAA Lyon, 5 avril 2012, *Cabinet MPC Avocats*, *Rev. Jurisp. ALYODA*, 2012-3.
- 4- **La protection des espaces lacustres remarquables**, note sur CE, 20 mai 2011, *Communauté d'agglomération du Lac du Bourget*, *Dr. adm.*, 2011, comm. n° 80.
- 3- **Aménagement indispensable et domanialité publique des pistes skiables : un mariage de raison paradoxal...**, note sur CAA Lyon, 7 avr. 2011, *Syndicat propriétaires « Le Rond point des pistes »*, *Rev. Jurisp. ALYODA*, 2011-3.
- 2- **Transfert de propriété d'un aérodrome civil appartenant à l'État**, note sur CAA Lyon, 5 avr. 2010, *Commune de Charnay-lès-Mâcon*, *Rev. Jurisp. ALYODA*, 2011-1.
- 1- **Construire des équipements pour les remettre directement et immédiatement à une collectivité constitue un travail public**, note sur Cass., 1^{ère} civ., 6 oct. 2010, *Sté. Port Croisade c/ SEETA*, *AJCT*, 2010, n° 4, p. 166.

h. Observations

Au JCP A (chronique « Propriétés publiques »)

2022 : **Mise en concurrence des titres d'occupation privative du domaine privé : do not disturb.**, obs. sur CAA Bordeaux, 2 nov. 2021, n° 19BX03590 et 19BX03620, *Mme M. et M. F. A.*, *JCP A* 2022, n° 2014 ; **Le fonds de commerce du juge administratif**, obs. sur Rép. min., *JO Sénat*, 23 sept. 2021, p. 5504, *JCP A* 2022, n° 2017 ; **(Banque)-route ouverte pour la spéculation immobilière publique**, obs. sur Rép. min., *JO Sénat*, 4 nov. 2021, p. 61216, *JCP A* 2022, n° 2018.

2021 : **Biens sans maîtres et taxes foncières : la quadrature du cercle**, obs. sur Rép. min. n° 36622, *Éric Pauget* : *JOAN* 6 avr. 2021, p. 2974, *JCP A* 2021, n° 2234 ; **Remise en état du domaine public : le dernier occupant privatif en rade**, obs. sur CAA

Marseille, 28 mai 2021, n° 19MA00705, *SA immobilière de la Pointe du Cap Martin*, JCP A, 2021, n° 2235 ; **Réintégration des biens publics mal acquis : l'imprescriptibilité ne cautionne pas l'inertie**, obs. sur CEDH, 16 mars 2021, n° 2625/17, *Gavrilova et a. c/ Russie* et CEDH, 16 mars 2021, n° 31686/16, *Seregin et a. c/ Russie*, JCP A, 2021, n° 2127.

2020 : **SPIC, usager et occupation domaniale : le triumvirat de la compétence judiciaire**, obs. sur CAA Nantes, 10 juill. 2020, n° 19NT01157, *M. D. et Sté Zurich Insurance PLC*, JCP A, 2020, n° 2264. – **L'inaliénabilité à l'épreuve de la restitution des biens culturels**, obs. sur Projet de loi n° 3221 relatif à la restitution de biens culturels à la République du Bénin et du Sénégal, 16 juill. 2020 et CE Sect. Int., avis, n° 399752, 3 mars 2020, JCP A, 2020, n° 2265. – **Redevances domaniales et principe d'égalité : le mariage (couteux) de ma meilleure amie**, obs. sur CAA Paris, 22 avr. 2020, n° 17PA03926, JCP A, 2020, n° 2221. – **Covid-10 : exonération temporaire de redevances domaniales**, obs. sur Ord. n° 2020-460, 22 avr. 2020, portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de Covid-19, art. 22, JCP A, 2020, n° 2223. – **Chemin rural : conserver n'est pas entretenir**, obs. sur CAA Lyon, 6 févr. 2020, n° 18LY02469, *Mme. B. D.*, JCP A, 2020, n° 2103. – **Désaffectation et déclassement : vade-mecum pour éviter la sortie de route**, obs. sur CAA Nantes, 10 janv. 2020, n° 18NT02901, *Mme D. G.*, JCP A, 2020, n° 2104. – **Le transfert de gestion n'implique pas le changement d'affectation du bien concerné**, obs. sur Rép. Min., *JO Sénat*, 5 mars 2020, p. 1139, JCP A, 2020, n° 2108.

2019 : **Mise à disposition d'un immeuble à une régie communale : circulez, il n'y a rien à (perce)voir**, obs. sur Rép. Min. n° 6998, *JO Sénat*, 26 déc. 2019, p. 6388, JCP A, 2020, n° 2022. – **Au service (secret) de l'amélioration de la condition militaire**, obs. sur D. n° 2019-793, 26 juill. 2019 relatif à l'occupation des logements domaniaux du ministère de la Défense, JCP A, 2019, n° 2288. – **Le retour des provisions : première application de la jurisprudence Électricité de Tahiti**, obs. sur TA Poitiers, 11 sept. 2019, n° 1702196, *Société SAUR*, JCP A, 2019, n° 2286. – **Quand APREI en 2007, rencontre les critères domaniaux antérieurs à 2006**, obs. sur CAA Lyon, 2 sept. 2019, n° 17LY02937, *Commune de Sens*, JCP A, 2019, n° 2284. – **Les marques culturelles ou l'or noir reclus du patrimoine immatériel public**, obs. sur Cour des comptes, La valorisation internationale des marques culturelles. Le cas des musées nationaux, JCP A, 2019, n° 2207. – **L'indemnisation d'une cession illégale de biens publics au crible des aides d'État : l'aficionados avisé en économie de marché**, obs. sur Trib. UE, 22 mai 2019, *Real Madrid Club de Futbol c/ Commission*, JCP A, 2019, n° 2208. – **La jurisprudence CFDT Finances ne s'étend pas aux déclarations d'utilité publique**, obs. sur TA Poitiers, 14 mars 2019, n° 1702490 ; JCP A, 2019, n° 2117. – **Le droit de priorité des communes et EPCI ne concerne que les immeubles du domaine privé de l'État**, obs. sur Rép. Min., n° 12385, *JOAN*, 15 janv. 2019, p. 333 ; JCP A, 2019, n° 2111. – **L'externalisation des biens militaires au rapport, obs. sur C. Comptes, L'externalisation aux forces en OPEX**, Communication de la Cour des comptes à la Commission des finances de l'Assemblée nationale, janv. 2019 ; JCP A, 2019, n° 2110. – **L'encombrant « Mobilier national » : une institution (bientôt ?) placardisée ?**, obs. sur le Rapport annuel de la cour des comptes 2019, t. I, p. 245 ; JCP A, 2019, n° 2109. – **Un « volume d'air » surplombant une dépendance du domaine public appartient au domaine privé**, obs. sur TA Dijon, 30 oct. 2018, n° 1702117, JCP A, 2019, n° 2029. – **Code de la commande publique et droit domanial**, obs. sur ord. n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, JCP A, 2018, n° 2026. – **Léger Elan domanial en faveur du logement**, obs. sur L. n° 2018-1021, portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, JCP A, 2019, n° 2025.

2018 : **Quand l'expertise privée indépendante vient écarter la présence d'une aide d'État**, obs. sur Comm. UE, déc. n° 2018/1040/UE, 16 juin 2017, JCP A, 2018, n° 2298. – **Le montant des redevances domaniales au crible du principe d'égalité et des avantages procurés par l'occupation**, obs. sur TA Poitiers, 29 mai 2018, n° 1502348, *SARL La Martinière*, JCP A, 2018, n° 2297. – **La propriété publique des canalisations ne coule pas de source**, obs. sur CAA Marseille, 4 juin 2018, *Assoc. syndicale libre des propriétaires du lotissement de la Baie du Gaout Bénat*, JCP A, 2018, n° 2222. – **L'arrêt Société Jonathan Loisirs en application**, obs. sur CAA Douai, 5 avr. 2018, *Université de Technologie de Compiègne*, JCP A, 2018, n° 2221. – **La gestion d'un aéroport constitue une activité économique soumise au droit des aides d'État**, obs. sur Trib. UE, 25 janv. 2018, *BSCA c/ Commission*, JCP A, 2018, n° 2163.

2017 : **Requalification contractuelle, exigence de délibération motivée et consultation préalable des services des domaines : le portrait-robot du contentieux des cessions de biens publics**, obs. sur CAA Lyon, 16 nov. 2017, n° 16LY03824, JCP A, 2017, n° 2327. – **De quelques grands principes domaniaux illustrés**, obs. sur CE, 11 oct. 2017, n° 401049, *Société Orange* et CAA Nantes, 6 oct. 2017, *Société Tizgui*, JCP A, 2017, n° 2323. – **L'avantage indirect procuré par l'occupation irrégulière du domaine public**, obs. sur CAA Marseille, 2 oct. 2017, *SA Casinotière du Littoral Cannois*, JCP A, 2017, n° 2324. – **Contrôle renforcé sur la nécessité de recourir à l'expropriation de certaines parcelles individualisées**, obs. sur TA Pau, 5 juill. 2017, n° 1501185, *Mme B.*, JCP A, 2017, n° 2263. – **La détermination des critères de fixation de la redevance domaniale et de son montant**, obs. sur CAA Versailles, 29 juin 2017, n° 16VE01019, *Mme A E* et CAA Marseille, 29 juin 2017, n° 15MA02266, *SCI Le Littoral*, JCP A, 2017, n° 2260. – **Absence de modification substantielle d'une concession de plage par une superposition d'affectation postérieure**, obs. sur CE, 28 juill. 2017, n° 387920, *SCI Petrus et a.*, JCP A, 2017, n° 2258. – **Redevances domaniales et aides d'État**, obs. sur Comm. UE, déc. n° 2017/97/UE, 4 juill. 2016, *JOUE L 16*, 20 janv. 2017, p. 28, JCP A, 2017, n° 2102. – **Censure d'un règlement de voirie limitant le droit d'accès au domaine public routier**, obs. sur CAA Nantes, 30 janv. 2017, *Cne d'Orléans*,

JCP A, 2017, n° 2104. – **Vade-mecum sur le régime de responsabilité lié aux dommages accidentels de travaux publics**, obs. sur CAA Nancy, 28 févr. 2017, n° 15NC01897, *JCP A*, 2017, n° 2103. – **Nouvelle répartition des pouvoirs de police au profit du maire de Paris**, obs. sur L. n° 2017-257, 28 févr. 2017, relative au statut de Paris, *JCP A*, 2017, n° 2098.

2016 : **Le changement de dénomination d'une convention à objet domanial n'est pas susceptible, à lui seul, de faire grief**, obs. sur CE, 20 mai 2016, *SARL Les 2 diables*, *JCP A*, 2016, n° 2198. – **Conventions domaniales et recours Tarn-et-Garonne : les relations se précisent**, obs. sur CAA Marseille, 10 mai 2016, *Société Le Royaume des arbres*, *JCP A*, 2016, n° 2197. – **Cession de biens publics et emprise du droit de l'Union européenne**, obs. sur CJUE, 16 juill. 2015, *BBVG* ; Trib. UE, 9 déc. 2015, *Grèce c/ Commission* ; Trib. UE, 28 oct. 2015, *Hammar Nordic Plugg AB* et Trib. UE, 30 juin 2015, *Pays-Bas c/ Leidschendam-Voorburg*, *JCP A*, 2016, n° 2154. – **La durée d'un titre d'occupation doit être conforme aux dispositions réglementaires la fixant**, obs. sur CAA Marseille, 11 janv. 2016, *Le Caffé des Cardeurs*, *JCP A*, 2016, n° 2153. – **Domanialité privée de l'eau de source captée au seul bénéfice d'un particulier**, obs. sur CAA Nancy, 18 févr. 2016, *M. et Mme D.*, *JCP A*, 2016, n° 2149.

À Droit administratif (Veilles)

2022 : **Les éléments constitutifs de la prise illégale d'intérêts**, obs. sur L. n° 2021-1729, 22 déc. 2021, art. 15 : 2022-2, al. – **Le fondamental du référent-laïcité**, obs. sur D. n° 2021-1802, 23 déc. 2021 : 2022-2, al. – **Être une juridiction suprême et méconnaître le droit de l'Union européenne : quid du droit à un recours effectif ?**, obs. sur CJUE, gr. ch., 21 déc. 2021, n° C-497/20, *Randstad Italia* : 2022-2, al. – **Bulletin de Noël : peut bien faire, mais fait bien peu**, obs. sur CdC, *Une école plus efficacement organisée au service des élèves*, déc. 2021 : 2022-2, al. – **Bilan ferroviaire 2020 : Le COVID à quai, la concurrence à grande vitesse**, obs. sur ART, *Le marché du transport ferroviaire en 2020* : 2022-2, al. – **La loi de 1905 terrasse l'archange Saint-Michel**, obs. sur TA Nantes, 16 déc. 2021, n° 19-00981, *Féd. de Vendée de la Libre Pensée c/ Commune des Sables d'Olonne* : 2022-2, al. –

2021 : **Les décrocheurs de portraits relaxés par la liberté d'expression**, obs. sur Crim., 22 sept. 2021, n° 20-85.434 : 2021-11, al. 151 – **Le colis de propositions adressées à La Poste**, obs. sur C. comptes, Les nouveaux services de proximité de La Poste, n° S 2021-1347, sept. 2021 : 2021-11, al. 152 – **Discours de haine et liberté d'expression**, obs. sur CEDH, 2 sept. 2021, n° 46883/15, *M. Z. B. c/ France* : 2021-11, al. 153 – **Les modalités du recours judiciaire en prévention des atteintes à la dignité humaine des détenus**, obs. sur D. n° 2021-1194, 15 sept. 2021 : 2021-11, al. 159 – **Aux t(h)ermes de la procession, la bénédiction**, obs. sur TA Toulouse, ord., 15 sept. 2021, n° 2105315 : 2021-11, al. 161 – **Lanceur d'alerte sur lanceur d'alerte ne vaut**, obs. sur CEDH, 11 mai 2021, n° 21884/18, *Halet c/ Luxembourg* : 2021-7, al. 97 – **Données, algorithmes, codes sources publics : opération porte ouverte**, obs. sur Circ. n° 6264/SG, 27 avr. 2021 relative à la politique publique de la donnée, des algorithmes et des codes sources : 2021-7, al. 109 – **Un tout petit pas en faveur des langues régionales**, obs. sur L. n° 2021-641, 21 mai 2021 relative à la protection patrimoniale des langues régionales et à leur promotion : 2021-7, al. 110 – **Loi « Sécurité » : du global au marginal**, obs. sur L. n° 2021-646, 25 mai 2021, pour une sécurité globale préservant les libertés : 2021-7, al. 111 – **Statue de la Vierge implantée sur l'espace public : le miracle domanial dévoilé**, obs. sur CAA Lyon, 29 avr. 2021, n° 19LY04186 : 2021-7, al. 112 – **L'égalité des chances s'empare des (hautes) écoles du service public**, obs. sur Ord. n° 2021-238, 3 mars 2021 favorisant l'égalité des chances pour l'accès à certaines écoles de service public : 2021-4, al. 60. – **Traitements inhumains et dégradants : la France relaxée**, obs. sur CEDH, 18 févr. 2021, n° 60324/15, *P. M et F. F. c/ France* : 2021-4, al. 48. – **Le don aux associations coûte cher**, obs. sur C. comptes, Référé S 2020-1998, 8 déc. 2020 : 2021-4, al. 47. – **Locations de type « Airbnb » : l'encadrement public du changement d'usage des logements est pleinement conventionnel**, obs. sur Civ. 3^e, 18 févr. 2021, n° 17-26.156 : 2021-4, al. 46. – **Autorité environnementale et conflits d'intérêts : mise en demeure itérative de la Commission**, obs. sur Comm. UE, communiqué, 18 févr. 2021, mise en demeure de la France : 2021-4, al. 45. – **Recours effectif et conditions de détention indignes : la Cour persiste et signe**, obs. sur CEDH, 19 nov. 2020, n° 25338/16, *Barbotin c/ France* : 2021-1, al. 2. – **Un magistrat peut cumuler les fonctions de diacre**, obs. sur Conseil de déontologie de la fonction publique, avis n° 2020/5, 6 nov. 2020 : 2021-1, al. 5. – **Suppression de voies ferrées publiques : le gestionnaire abuse de sa position dominante**, obs. sur Trib. UE, 18 nov. 2020, aff. T-814/17, *Lietuvos geležinkeliai AB c/ Commission* : 2021-1, al. 12. – **Le fiasco Autolib' et Vélib' en libre-partage**, obs. sur CRC Île-de-France, Synd. Mixte Autolib' et Vélib' métropole (SAVM), nov. 2020 : 2021-1, al. 13.

2020 : **Transcription de la filiation de la mère d'intention (et biologique)**, obs. sur CEDH, 16 juill. 2020, n° 11288/18, *D. c/ France* : 2020-10, al. 125. – **Plus de compétence et plus de pouvoirs pour la HATVP**, obs. sur Rapp. annuel de la HATVP, juill. 2020 : 2020-10, al. 126. – **L'évaluation des politiques publiques passe un nouveau test**, obs. sur étude annuelle du Conseil d'État 2020 : 2020-10, al. 134. – **Seuil de dispense de procédure dans les marchés publics : toujours plus haut...**, obs. sur D. n° 2020-893, 22 juill. 2020 : 2020-10, al. 137. – **Précisions sur le droit à dérogation des préfets**, obs. sur Circ. n° PRMX2021676C, 6 août 2020 : 2020-10, al. 139. – **Dix ans d'existence, au service du verdissement des projets, plans et programme**, obs. sur Rapp. annuel 2019 de l'Autorité environnementale : 2020-6, al. 81. – **Constitutionnalité du droit d'accès aux documents administratifs**, obs. sur Cons. Const., 3 avr. 2020, n° 2020-834 QPC, *UNEF* : 2020-6, al. 82. – **Casanova vient subordonner l'intérêt lésé**, obs. sur CE, 27 mars 2020, n° 42691 : 2020-6, al. 88. – **Extension du domaine de la dérogation**, obs. sur D. n°

2020-412, 8 avr. 2020 : 2020-6, al. 89. – **In vitro proprietas**, obs. sur CE, réf., 24 janv. 2020, n° 47328 : 2020-3, al. 40. – **Le droit à la participation locale enfin ratifié**, obs. sur L. n° 2020-43, 27 janv. 2020 : 2020-3, al. 44. – **Forfait de post-stationnement : le législateur invité à revoir sa copie**, obs. sur Défenseur des droits, « *La défaillance du forfait de post-stationnement : rétablir les droits des usagers* », 14 janv. 2020 : 2020-3, al. 45.

2019 : « **Le complexe du seuil** » (2) : les seuils des marchés et concessions en procédure formalisée à la baisse, obs. sur Communiqué de la Commission européenne, 16 oct. 2019 : al. 160. – **TER : tardivement en réforme**, obs. sur CdC, *Les TER à l'heure de l'ouverture à la concurrence*, 23 oct. 2019 : al. 161. – **Faute de minorité avérée, l'absence de prise en charge d'un mineur isolé ne révèle pas un traitement inhumain et dégradant**, obs. sur CEDH, 10 oct. 2019, n° 50376/13, *D. c/ France* : al. 162. – **Politiques publiques du sport : citius, altius, fortius**, obs. sur Rapp. annuel du Conseil d'Etat 2019 : al. 165. – **Une domanialité publique accessoire ad hoc au secours des signes religieux**, obs. sur TA Grenoble, 3 oct. 2019, n° 1603908 : al. 173. – **Représenter n'est pas conseiller : l'exclusion de certaines prestations juridiques de la directive « marchés » est conforme au droit de l'Union**, obs. sur CJUE, 6 juin 2019, C-264/18 : al. 115. – **La neutralité commerciale des magistrats**, obs. sur Collège de déontologie de la juridiction administrative, avis n° 2019-3, 3 juin 2019 : al. 117. – **Les « portes étroites » s'ouvrent plus largement**, obs. sur Cons. Const., communiqué, 24 mai 2019 : al. 118. – **Discriminations, tarifications, service public gratuit et obligatoire : le menu complet du défenseur des droits**, obs. sur Déf. droits, *Un droit à la cantine scolaire pour tous les enfants*, 19 juin 2019 : al. 128. – **Crèches de Noël, iconographie chrétienne et prosélytisme**, obs. sur TA Dijon, 7 juin 2019, n° 1603353 : al. 129. – **Indignité des lieux de privation de liberté. Indignation du rapport 2018**, obs. sur CGLPL, rapp. d'activité 2018, mars 2019 : al.72. – **Tiers à un ouvrage public géré dans le cadre d'un SPIC et compétence juridictionnelle**, obs. sur Civ. 1^{re}, 13 mars 2019, n° 18-13.232 : al. 73. – **Marchés publics de transports en ambulance et exclusion des procédures de mise en concurrence : tout dépend de l'urgence**, obs. sur CJUE, 21 mars 2019, aff. C-465/17 : al. 74. – **Encombrant, le Mobilier national tombe en désuétude**, obs. sur CdC, rapp. annuel 2019 : al. 75. – **Extradition et risque de traitements inhumains et dégradants**, obs. sur CEDH, 4 avr. 2019, n° 36538/17, *G. S c/ Bulgarie* : al. 77. – **Voyants au vert pour le ferroviaire en 2017**, obs. sur ARAFER, *Bilan du transport ferroviaire de voyageurs pour l'année 2017* : 2019-2, al. 18. – **Avis de décès du monopole relatif à la garde des urnes funéraires**, obs. sur CJUE, 14 nov. 2018, C-342/17, *Memoria et Dall'Antonia* : 2019-2, al. 27. – **Quatre mois ferme (bis) : le délai de publication des circulaires et instructions précisé**, obs. sur D. n° 2018-1047, 28 nov. 2018 : 2019-2, al. 28. – **Première délibération publiée pour la HATVP**, obs. sur HATVP, délib. n° 2018-178, 21 nov. 2018 : 2019-2, al. 30.

2018 : **Équipements des forces de l'ordre : pas d'al(arme), mais peut mieux faire**, obs. sur CdC, *L'équipement des forces de l'ordre. Un effort de mutualisation et de rationalisation à poursuivre*, 19 sept. 2018 : 2018-11, al. 131. – **Enième violation de la liberté d'expression en Turquie**, obs. sur CEDH, 4 sept. 2018, n° 6810/09, *Fatih Tas c/ Turquie* : 2018-11, al. 132. – **Suite de la saga relative à la garantie illimitée des EPIC**, obs. sur CJUE, 19 sept. 2018, C-438/16, *IFPEN* : 2018-11, al. 134. – **Terrorisme : la mémoire collective en question**, obs. sur Comité mémoriel « *Terrorisme : faire face. Enjeux historique et mémoriaux* », 7 sept. 2018 : 2018-11, al. 135. – **Restitutions de biens spoliés sous l'occupation : un décret volontariste salutaire**, obs. sur D. n° 2018-829, 1^{er} oct. 2018 : 2018-11, al. 136. – **Un rapport et des records**, obs. sur CE, rapp. public 2018, « *Activité juridictionnelle et consultative des juridictions administratives* » : 2018-7, al. 90. – **Vers une constitutionnalisation du principe de fraternité ?**, obs. sur Cass. Crim., 9 mai 2018, n° 17-85.737 : 2018-7, al. 96. – **Bilan convergent de la QPC entre les juges de cassation**, obs. sur Groupe de travail commun au CE et à la Cass. Sur la QPC, 16 mai 2018 : 2018-11, al. 97. – **Nouvelle application de l'article 17 de la Conv. EDH prévenant les abus de droit**, obs. sur CEDH 24 mai 2018, n° 24683/14, *Sté Roj TV c/ Danemark* : 2018-7, al. 98. – **Refonte de la fiscalité locale : les scénarii sur la table**, obs. sur Rapp. sur la refonte de la fiscalité locale, 9 mai 2018 : 2018-7, al. 99. – **Magistrat, responsable au sein d'un parti politique et épouse du ministre de l'intérieur : la déontologie du cumul**, obs. sur Collège de déontologie de la juridiction administrative, avis n° 2018/1, 7 févr. 2018 : 2018-4, al. 52. – **Les piscines et centres aquatiques publics prennent l'eau**, obs. sur CdC, *Les piscines et centres aquatiques publics : un modèle obsolète* : 2018-4, al. 53. – **La Cour des comptes prend de la hauteur : à propos des stations de ski nord-alpines et du réchauffement climatique**, obs. sur CdC, *Les stations de ski des Alpes du Nord face au réchauffement climatique* : 2018-4, al. 54. – **Arrêt des soins sur mineurs : le Conseil d'État conforté par la Cour européenne**, obs. sur CEDH, 25 janv. 2018, n° 1828/18, *Afiri et Bidarri c/ France* : 2018-4, al. 55. – **Le « droit à la santé » ne constitue toujours pas une liberté fondamentale au sens de l'article L. 521-2 CJA**, obs. sur TA Rennes, 24 janv. 2018, n° 1800302 : 2018-4, al. 57. – **Forces et faiblesses de la régulation « concurrentielle » en France**, obs. sur CAE, *Régulation économique : quels secteurs réguler et comment ?* : 2018-1, al. 7. – **L'interdiction du port de signes religieux en entreprise ne peut être fondée que sur le règlement intérieur**, obs. sur Cass. Soc., 22 nov. 2017, n° 13-19.855 : 2018-1, al. 10. – **Les professeurs d'université ont également droit au respect de leur vie privée**, obs. sur CEDH, 28 nov. 2017, n° 70838/13, *Antovic et Mirkovic c/ Monténégro* : 2018-1, al. 12. – **Pas d'écriture inclusive pour les actes publiés au JO**, obs. sur Circ. NOR : PRMX1732742C, 21 nov. 2017 : 2018-1, al. 13. – **Elections européennes : (en marche) arrière pour le retour des « listes nationales »**, obs. sur Communiqué de presse du Premier Ministre, 29 nov. 2017 : 2018-1, al. 14.

2017 : **Le gendarme de la concurrence dévoile son rapport annuel pour 2016**, obs. sur Aut. Conc., rapp. annuel 2016, 3 juill. 2017 : 2017-10, al. 127. – **Premier état des lieux complet sur les « autocars Macron »**, obs. sur ARAFER, rapp. annuel, « *Marché*

du transport par autocars et gares routières » : 2017-10, al. 128. – **Bilan sur l'élection présidentielle des 23 avril et 7 mai 2017**, obs. sur Cons. Const., 20 juill. 2017, n° 2017-712 PDR : 2017-10, al. 131. – **Les préjugés sexistes de la magistrature portugaise pourfendus par la Cour**, obs. sur CEDH, 25 juill. 2017, n° 17484/15, *Carvalho Pinto de Sousa Morais c/ Portugal* : 2017-10, al. 138. – **STX-France : les tribulations de l'État-actionnaire**, obs. sur D. n° 2017-1196, 27 juill. 2017 : 2017-10, al. 139. – **Menus confessionnels dans les cantines scolaires : le tribunal de Dijon rebat les cartes**, obs. sur TA Dijon, 28 août 2017, n° 1502100 : 2017-10, al. 140. – **Modification de la mention su sexe à l'état civil et irréversibilité de la transformation physique**, obs. sur CEDH, 6 avr. 2017, n° 79885, *Garçon et Nicot c./ France* : 2017-6, al. 95. – **L'inconventionnalité des « clauses Molière » reconnue par circulaire**, obs. sur Instr. Interministérielle, 27 avr. 2017, NOR : ARCB1710251J : 2017-6, al. 96. – **Faculté de recourir au tirage au sort pour l'accès aux filières universitaires en surcapacité**, obs. sur Circ. n° 2017-077, 24 avr. 2017, NOR : MENS1710767C : 2017-6, al. 97. – **Précisions sur la notion d'archives publiques**, obs. sur Civ. 1^{re}, 22 févr. 2017, n° 16-12.922 : 2017-4, al. 60. – **La politique du logement social manque sa cible prioritaire**, obs. sur CdC, « *Le logement social face au défi de l'accès des publics modestes et défavorisés* », 22 févr. 2017 : 2017-4, al. 61. – **La méconnaissance du droit de mener une vie familiale normale écartée**, obs. sur CEDH, 7 févr. 2017, n° 56710/13, *Urko Labaca Larrea c. France* : 2017-4, al. 62. – **Novations quant aux conditions de délivrance et au contentieux des visas d'exploitation cinématographiques**, obs. sur D. n° 2017-150, 8 févr. 2017 : 2017-4, al. 63. – **Renforcement des pouvoirs de police administrative du maire de Paris**, obs. sur L. n° 2017-257, 28 févr. 2017 : 2017-4, al. 65. – **Les concessionnaires privés autoroutiers se portent (trop ?) bien**, obs. sur ARAFER, rapp. sur les comptes des concessionnaires d'autoroutes pour l'exercice 2015 : 2017-2, al. 16. – **La Cour des comptes encourage La Poste à accélérer sa mutation**, obs. sur CdC, « *La Poste : une transformation à accélérer* » : 2017-2, al. 25. – **Conventionnalité des limitations d'âge pour le recrutement d'agents de police**, obs. sur CJUE, 15 nov. 2016, C-285/15 : 2017-2, al. 26. – **Acte de naissance de la Collectivité unique de Corse**, obs. sur ord. n° 2016-1651, 21 nov. 2016 : 2017-2, al. 28.

2016 : **L'appel de la Cour des comptes à une refondation de la politique des jeux de hasard et d'argent**, obs. sur CdC, « *La régulation des jeux d'argent et de hasard* », 19 oct. 2016 : 2016-12, al. 149. – **Conditions inhumaines et dégradantes de détention : confirmation du caractère réfragable des présomptions de violation de l'article 3 Conv. EDH**, obs. sur CEDH Gde ch., 20 oct. 2016, n° 7334/13, *Mursic c/ Croatie* : 2016-12, al. 150. – **Confirmation de l'aide d'État au sujet de la réforme des retraites des fonctionnaires de France Télécom**, obs. sur CJUE, 26 oct. 2016, C-211/15 P. *Orange c/ Commission* : 2016-12, al. 151. – **Création d'une garde nationale**, obs. sur D. n° 2016-1634, 13 oct. 2016 : 2016-12, al. 153. – **Déficiences et remèdes au sujet du financement des infrastructures de transports**, obs. sur Rapp. « *Infrastructures de transport : sélectionner rigoureusement, financer durablement* », 28 sept. 2016 : 2016-12, al. 154. – **L'office du juge administratif en matière de rétention des étrangers sanctionné par la Cour EDH**, obs. sur CEDH, 12 juill. 2016, n° 56234/13, *A. M. c/ France* : 2016-10, al. 118. – **Les pouvoirs de sanction de l'AMF confortés par la Cour EDH**, obs. sur CEDH, 1^{er} sept. 2016, n° 48158/11, *X et Y c/ France* : 2016-10, al. 119. – **Précisions sur la tarification relative à la réutilisation des données publiques**, obs. sur D. n° 2016-1036, 28 juill. 2016 : 2016-10, al. 121. – **Régime de l'appropriation des biens sans maîtres par les communes**, obs. sur Rép. min. n° 86111, *JOAN Q*, 12 juill. 2016, p. 6695.

À Droit de la voirie (Brèves)

2022 : **La communicabilité embrasse « gestion » et « cession » des biens du domaine privé**, obs. sur CE, 14 oct. 2021, n° 425546, *Sté Axxes* : n° 223, p. – **Renouvellement des concessions funéraires : la quête de l'au-delà**, obs. sur CAA Nancy, 23 nov. 2021, n° 19NC02091 : n° 223, p. – **Mise en concurrence au grand hôtel de Biarritz : la directive « services » reste dans l'antichambre**, obs. sur CAA Bordeaux, 2 nov. 2021, n° 19BX03590 et 19BX03620, *Mme M. et M. F. A.* : n° 223, p. – **Dénomination des voies publiques et domanialement publique**, obs. sur CAA Bordeaux, 17 nov. 2021, n° 19BX04978, *SCI Riant Horizon et a. c/ Cne d'Andernos-les-Bains* : n° 223, p. – **Un chemin rural ne s'échange pas**, obs. sur CAA Nancy, 21 oct. 2021, n° 19NC03523, *Mme B. D. c/ Cne de Luttange* : n° 223, p. – **Validité du recours à la VEFA**, obs. sur CAA Nantes, 17 sept. 2021, n° 20NT02572, *Cne du Loroux-Bottreau*.

i. Communications (non publiées)

- **Crisi di Sistema e riforma amministrativa Il caso francese**, in I. M. Delgado et F. Di Lascio (dir.), *Crisi di Sistema e riforma amministrativa*, VIII Convegno Red Internacional de Derecho Europeo (RIDE), Universidad de Castilla-La Mancha, 3 décembre 2021 (en italien).
- **Le patrimoine immatériel des collectivités territoriales**, conférence inaugurale des M2 Droit public approfondi et Droit des affaires des collectivités publiques, Université de Clermont-Ferrand, 4 octobre 2021.

- **Le risorse naturali nel sistema francese : casi e problemi**, conférences coordonnées par F. Di Lascio et A. Ianuzzi (dir.), Université Roma 3, 17 juin 2020, Visio-conférence en italien.
- **La décision publique, un bien commun** (avec Guilhem Baldy), Rentrée de l'EDD de Lyon / Saint-Etienne, *La doctrine*, Université Lyon 3, 7 févr. 2020.
- **Procédure de publicité et de mise en concurrence : les règles et exceptions de l'ordonnance d'avril 2017**, in J.-Ch. Videlin (dir.), *Mise en concurrence et occupation privative du domaine public : droits français et étrangers*, Grenoble-Alpes, CRJ, 23 nov. 2018.
- **La référence à l'expertise devant le juge administratif**, in R. Le Bœuf (dir.), *Quelles références pour le droit public ?*, 1^{er} colloque de la promotion d'agrégation 2016, Aix-en-Provence, 17-18 mai 2018.
- **Les opinions séparées à la Cour européenne des droits de l'Homme** (avec Matthias Malblanc), Rentrée de l'EDD de Lyon, *La doctrine*, Université Jean Monnet - Saint-Étienne, juill. 2017.
- **Autorisations domaniales et mise en concurrence. À propos de l'ordonnance du 19 avril 2017** (avec le Pr. S. Braconnier), Conférence d'actualité du CRDA, Université Paris 2 - Panthéon Assas, 26 juin 2017.
- **Peut-on tout dire en chansons ?**, *Musique et droit*, Fête du droit 2017, Université Lumière - Lyon 2, Mars 2017.
- **Le droit des biens et le droit de l'Union européenne**, *Le droit européen au respect des biens*, colloque des 4 et 5 mai 2015, Université Toulouse - Capitole 1.
- **Droit et économie : quelle autonomie du droit ?**, *L'autonomie et le droit*, colloque du 16 avril 2010 organisé à l'Université Lyon 3 par l'Association des jeunes docteurs et doctorants en droit public – Lyon, Saint-Etienne (AJ3DP-LSE).

a. Mémoire de recherche

- **L'insaisissabilité des biens des personnes publiques : vers la mise en place d'un critère fonctionnel ?**, Mémoire M2 Droit public fondamental, Publication de l'Université Jean Moulin Lyon 3, Collection des mémoires de l'équipe de droit public, n° 7, 2008.

AUTRES ACTIVITÉS DE RECHERCHE

a. Organisations de colloques

- **L'exception *in house*, 20 ans après l'arrêt *Teckal***, avec le Pr. M. Karpenschif, Université Jean Moulin - Lyon 3, 12 février 2020.
- **L'environnementalisation du droit**, Journée d'étude en l'honneur du Pr. Sylvie Caudal, Université Jean Moulin - Lyon 3, 1^{er} juin 2018.

b. Formations

- **L'intrusion du code de la commande publique et des procédures de mise en concurrence dans la pratique notariale**, journée de formation Chambre des notaires – Ecole des ponts, Paris, 18 nov. 2021, en partenariat avec le Pr. M. Karpenschif, Me W. Salamand et Mme C. Bertolino.

- **Le Code de la commande publique - Actualité du droit des contrats publics**, ½ journée de formation professionnelle (avocats, notaires, juristes), Université Jean Moulin - Lyon 3, 24 janvier 2019, en partenariat avec les Pr. F. Lichère et J.-Fr. Sestier.
- **Actualité du droit des biens publics : acquisitions et cessions immobilières - ordonnance du 19 avril 2017**, ½ journée de formation professionnelle (avocats, notaires, juristes), Université Jean Moulin - Lyon 3, 15 juin 2017, en partenariat avec les Prs. C. Chamard-Heim, H. de Gaudemar et J.-Fr. Sestier.
- **Actualité du droit des biens publics : montages « aller-retour » - occupations domaniales**, ½ journée de formation professionnelle (avocats, notaires, juristes), Université Jean Moulin - Lyon 3, 7 avril 2016, en partenariat avec les Prs. C. Chamard-Heim et H. de Gaudemar.

c. Comités de lecture et de rédaction

- Membre du comité de lecture de la revue « *Droit de la voirie. La revue des propriétés publiques* » (depuis janvier 2019).
- Membre du comité de lecture de la revue « *Droit administratif* », LexisNexis (depuis septembre 2019).

RESPONSABILITÉS UNIVERSITAIRES

a. Responsabilités actuelles

- Directeur de l'Équipe de droit public de Lyon (E.D.P.L. – EA 666).
- Membre du Conseil de l'École doctorale de droit de Lyon.
- Membre du Comité d'experts de la section de droit public (Université Jean Moulin – Lyon 3)
- Membre du Comité d'experts de la section sciences politiques (Université Jean Moulin – Lyon 3)
- Co-directeur (Lyon 3) du Master 2 « Contrats publics » co-accrédité (Lyon 3, Lyon 2, Saint-Étienne).

b. Responsabilités passées

- 2016-2020

- Directeur-adjoint de l'Équipe de droit public de Lyon (E.D.P.L. – EA 666)
- Co-directeur (Lyon 2) du Master « Contrats publics » co-accrédité (Lyon 3, Lyon 2, Saint-Étienne)

- 2019-2020

- Coordinateur de la préparation à l'agrégation de droit public (2019-2020 -Université Lyon 3).
- Correcteur au concours d'entrée du CRFPA.

- 2017-2019

- Co-directeur du M2 « Droits de l'homme », Université Lumière – Lyon 2.
- Correcteur au concours d'entrée du CRFPA.

- 2014-2016

- Enseignant référent auprès des étudiants de Licence (Lyon 3) – Plan « réussite Licence » (2014-2016).

DIRECTIONS DE TRAVAUX DOCTORAUX

- **Ulysse Renard**, *Les polices environnementales* (contrat doctoral), en co-direction avec M. Moliner-Dubost, thèse en préparation depuis septembre 2021.
- **Jean-Baptiste Ferlay**, *La dérogation en droit de l'urbanisme*, thèse en préparation depuis septembre 2021.
- **Manon Bacha**, *L'obligation d'agir en matière de police* (contrat doctoral), thèse en préparation depuis septembre 2018.

PARTICIPATION À DES JURYS ET COMITÉS

a. Soutenances de thèse

1. **Thibaut Coussens-Barre**, *La patrimonialisation des bio banques*, sous la direction des Pr. Xavier Bioy et Anne-Marie Duguet, Université Toulouse Capitole I, 17 mai 2021 (rapporteur).
2. **Marc Michail Amin**, *La propriété publique en Égypte*, sous la direction du Pr. Caroline Chamard-Heim, Université Lyon 3, 8 avr. 2021 (président).
3. **Zibrila Kambia**, *Les ventes immobilières des personnes publiques*, sous la direction du Pr. François Brenet, Université de Poitiers, 5 nov. 2020 (rapporteur).
4. **L. M. A. Dinh**, *La propriété publique foncière au Vietnam*, sous la direction du Pr. Philippe Yolka, Université Grenoble-Alpes, 11 févr. 2019 (président).
5. **Jean-Philippe Orlandini**, *La dénaturation des critères du domaine public*, sous la direction du Pr. Jean-Gabriel Sorbara, Université Toulouse I - Capitole, 27 nov. 2018 (rapporteur).
6. **Romain Masson-Leblond**, *La valorisation des propriétés publiques*, sous la direction du Pr. Sabine Boussard, Université Paris X - Nanterre, 19 nov. 2018 (rapporteur).
7. **Amel Njehi**, *L'interventionnisme économique public. Étude de droit comparé franco-tunisien*, sous la direction de M. Guillaume Protière, Université Lumière – Lyon 2, 14 sept. 2018 (président).

b. Comités de sélection

- **Comités de sélection de recrutement MCF :**
 - o 2017 : 1 COS – Université Lyon 3 ; 1 COS – Université Lyon 2.
 - o 2019 : 1 COS – Université Lyon 3 ; 1 COS – Université Toulouse Capitole 1.
- **Comités de sélection de recrutement PR (mutations) :**
 - o 2017 : 1 COS – Université Lyon 3
 - o 2020 : 1 COS – Université Lyon 2

c. Participation à des comités de suivi de thèse

- **Comité de suivi de thèses :**
 - o Lyon 2 (juin 2018).
 - o Lyon 3 (mai 2018 ; mai 2019 ; mai 2020 ; mai 2021).
 - o Saint-Étienne (sept. 2017 ; mai 2018 ; avril 2019 ; mai 2020 ; mai 2021).

ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES

a. Cours magistraux

- **Enseignements actuels**

- **Droit administratif général** (L2 Droit - Lyon 3 - Semestre 3 et 4).
- **Droit des contrats publics** (M1 Droit public – Lyon 3 – Semestre 8 ; M2 Droit public des affaires – Université Saint-Joseph de Beyrouth – Liban).
- **Droit de la commande publique – passation** (M2 Contrats publics - Lyon 2, Lyon 3, Saint-Étienne).
- **Droit administratif des biens** (M2 Droit public des affaires – Lyon 3 et M2 Contrats publics - Lyon 2, Lyon 3, Saint-Étienne).
- **Droit de l'action publique** (M2 Droit public fondamental - Lyon 2, Lyon 3, Saint-Étienne).
- **Droit public économique** (M2 Carrières publiques – Lyon 3).
- **Droit de la police administrative** (ENSP – Saint-Cyr-au-Mont-d'or).

- **Enseignements passés**

En Master

- **2019-2020 : Fiscalité des personnes publiques** (M2 droit fiscal - Lyon 3).
- **2016-2020 : Protection administrative des libertés** (M2 Droits de l'Homme - Lyon 2).
- **2017-2019 : Fiscalité des contrats publics** (M2 Contrats publics – Lyon 3, Lyon 2, Saint-Etienne)
- **2016-2019 : Grands principes de droit financier et fiscal** (M2 Droit public fondamental - Lyon 2, Lyon 3, Saint-Étienne).
- **2016-2017 et 2018-2019 : Droit des contrats publics** (M2 droit - Université Aïn-Shams - Le Caire - Égypte).
- **2017-2018 : Droit administratif des libertés** (M1 Droit public - Lyon 2 - Semestre 8).
- **2013-2018 : Droit de la commande publique** (M2 Collectivités territoriales – I.E.P. Grenoble).
- **2016-2017 : Droit des contrats publics** (M2 droit - Université Aïn-Shams - Le Caire - Égypte).
- **2014-2016 : Droit public économique** (M1 – I.E.P. Grenoble).

En Licence

- **2014-2020 : Droit administratif général** (L2 droit – 2014 à 2016 : Lyon 3 ; 2016-2019 : Lyon 2)
- **2014-2019 : Libertés fondamentales** (L3 Droit – 2014 à 2016 : Lyon 3 ; 2016-2019 : Lyon 2)
- **2014-2015 : Institutions européennes** (L1 Droit - Lyon 3 - Semestre 2).

b. Préparation aux concours

- **Droit administratif**, Préparation au concours des « métiers de la sécurité », IEJ de Lyon (2014-2017 et 2019-2021).
- **Droit européen**, Préparation au concours d'entrée au CRFPA, IEJ de Lyon (2014-2015).